



Réseau d'information comptable agricole 2006 : redressement du résultat des exploitations agricoles

La situation s'améliore en 2006 pour les exploitations professionnelles du Réseau d'Information Comptable Agricole. Elles enregistrent une hausse du résultat courant avant impôt (RCAI) de 15,3 %, en euros courants, par rapport à 2005. Le résultat moyen s'élève à 37 500 €, supérieur de 14 % au résultat France entière. Près du quart du chiffre d'affaires national est réalisé dans les régions Bretagne et Pays de la Loire, respectivement 12 et 11 %.

Dans toutes les orientations, à l'exception du secteur hors-sol, les exploitations de la région affichent, sur l'exercice 2006, des résultats plus élevés que la moyenne nationale.

La moyenne régionale masque cependant des évolutions contrastées selon les orientations de production : forte progression du RCAI chez les céréaliers (+58 %) et les éleveurs de bovins viande (+21 %), baisse sensible en maraîchage-horticulture et en viticulture d'appellation. Les céréaliers réalisent 31 600 € de RCAI par unité de travail non salarié, soit 5000 € de plus que les éleveurs de bovins allaitants. Les orientations maraîchères et horticoles enregistrent une baisse de résultat de 14 %. Leur résultat par actif non salarié, 26 600 €, reste cependant supérieur à la moyenne régionale de 23 000 €

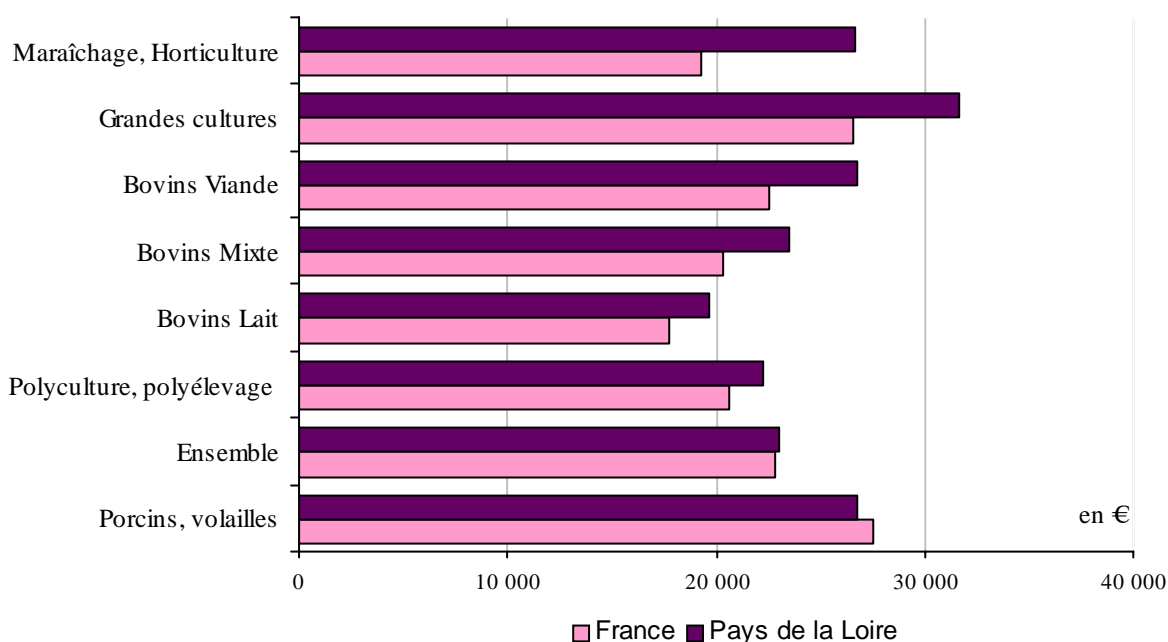
La production régionale augmente

Toutes orientations confondues, la production en valeur progresse de 3,8 %, pour atteindre 159 000 €. Les conditions climatiques défavorables, chaleur et sécheresse estivales ont affecté rendements et récoltes, entraînant une baisse de 10 % des quantités produites de blé et de maïs. La flambée du cours des céréales en 2006 a largement compensé le déficit de récolte. La production en valeur augmente de 12 % dans les exploitations céréalières. Pour les exploitations laitières, la production en valeur se rétracte de 2 % du fait de la baisse continue du prix du lait depuis quatre ans.

Les charges d'exploitation, 154 300 € en moyenne régionale, augmentent de 2,3 %, tirées par la hausse des charges de structure, +3,2 %. Les amortissements qui pèsent pour

De meilleurs résultats en Pays de la Loire pour la plupart des orientations de production

Résultat courant avant impôt des exploitations agricoles par unité de travail non salariée en 2006 : RCAI / UTANS



plus de 30 % dans l'ensemble des charges de structure ont augmenté de 4,4 %. L'augmentation des charges d'approvisionnement est plus contenue, 1,5 %. Elle résulte de la hausse importante des charges de carburant et de combustible de 10 % et du renchérissement des charges d'amendement et d'engrais de 2,4 %. Les dépenses d'approvisionnement représentent 40 % des charges d'exploitation.

2006 : première année de versement des DPU

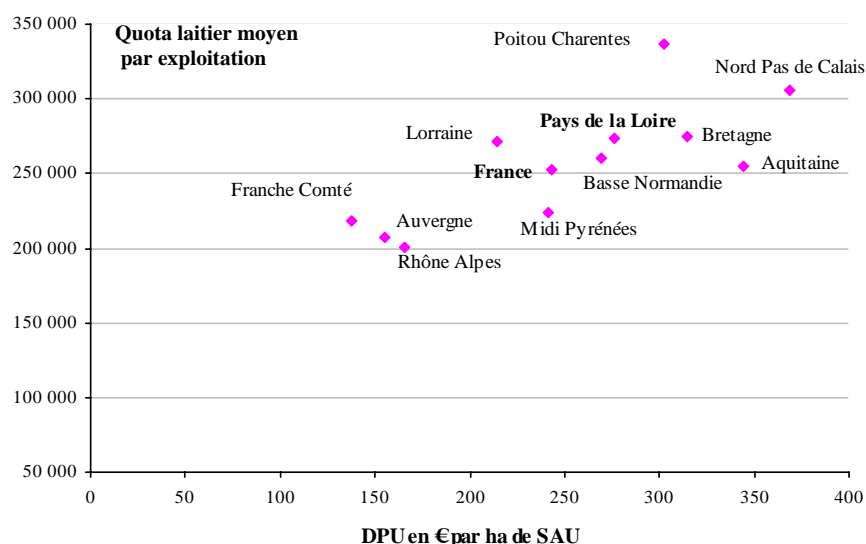
Les subventions d'exploitation augmentent de 12 % en 2006, année de la mise en place des Droits à paiement unique (DPU). La moyenne régionale est de 30 700 € par exploitation. Les aides atteignent plus de 39 200 € dans les élevages de bovins allaitants. Dans ces exploitations, le versement tardif du solde des aides bovines 2005 gonfle artificiellement le montant des aides de l'exercice 2006.

Toutes orientations confondues, le montant moyen des DPU

octroyés s'élève à 17 800 € soit 58 % des subventions totales. Les DPU étant calculés sur une base historique des primes versées, les différences entre orientations persistent : 12 500 € dans les exploitations hors sol, plus du double dans les exploitations céréalières. Les exploitations laitières perçoivent 20 800 €. Ce montant intègre l'aide directe laitière (ADL), revalorisée et découplée en 2006. Le montant total des aides a augmenté de 15 % dans les élevages laitiers. Les exploitations ligériennes suivies au RICA reçoivent 276 € de DPU à l'hectare. Les exploitations qui bénéficient de quotas laitiers plus importants et adoptent un système de production plus intensif affichent des ratios plus élevés. C'est le cas notamment des exploitations laitières bretonnes : elles reçoivent 315 € à l'hectare. Les divergences sont importantes entre régions. Les DPU ramenés à l'hectare de SAU varient de 138 €/ha en Franche Comté à 369 €/ha dans le Nord-Pas de Calais, dans le secteur laitier.

Exploitations laitières : des DPU à l'hectare très variables suivant les régions

DPU à l'hectare et quota laitier moyen des exploitations laitières (OTEX Bovins lait)



Source : Agreste - RICA 2006

Les exploitations laitières dans les régions

Valeurs moyennes des exploitations de l'OTEX Bovins lait

Valeurs moyenne par exploitation	Subventions d'exploitation (en €)	DPU (en €)	SAU (en ha)
Lorraine	34 700	22 420	104,8
Franche Comté	25 260	12 500	90,7
Poitou Charentes	33 020	24 640	81,6
Pays de la Loire	28 100	20 800	75,3
Basse Normandie	24 990	18 980	70,6
Auvergne	26 960	10 890	70,1
Rhône Alpes	24 540	11 000	66,5
Bretagne	25 050	19 200	61,0
Nord Pas de Calais	29 610	22 090	59,8
Midi Pyrénées	25 450	13 520	56,0
Aquitaine	22 010	16 270	47,2
France	26 330	17 080	70,2

Source : Agreste - RICA 2006

Plus d'autofinancement

La capacité d'autofinancement, ressource générée par l'activité agricole, est la première ressource de l'exploitation. Elle atteint 64 100 € en moyenne régionale, soit près des deux tiers des ressources. Son évolution est calée sur celle de l'excédent brut d'exploitation : hausse sensible chez les céréaliers (+28 %), plus modérée dans les élevages de bovins viande (+16 %). Les secteurs du maraîchage-horticulture et de la viticulture accusent la hausse des consommations intermédiaires : leur capacité d'autofinancement chute de six points. En maraîchage, la capacité d'autofinancement demeure importante, 79 100 €. En revanche, la faible capacité d'autofinancement, dégagee dans le secteur viticole, traduit les difficultés de ce secteur.

L'amélioration de la capacité d'autofinancement induit à la fois une hausse des prélèvements privés et de l'autofinancement de l'ordre de 10 %, toutes orientations confondues. Les céréaliers utilisent cet accroissement de ressources, à la fois pour augmenter leurs prélèvements privés et investir. Leurs prélèvements atteignent 44 400 € sur l'exercice (+34 %). Ils font l'acquisition d'immobilisations nouvelles pour

22 100 €(+33 %). Les éleveurs de bovins viande favorisent l'autofinancement et privilégient le remboursement des dettes de long et moyen terme.

Les orientations maraîchères-horticoles et viticoles arbitrent également en faveur de l'autofinancement mais en diminuant de façon conséquente leurs prélèvements privés. Les prélèvements par unité de travail non salarié demeurent les plus élevés en grandes cultures : plus de 34 700 € soit 10 700 € de plus que la moyenne régionale.

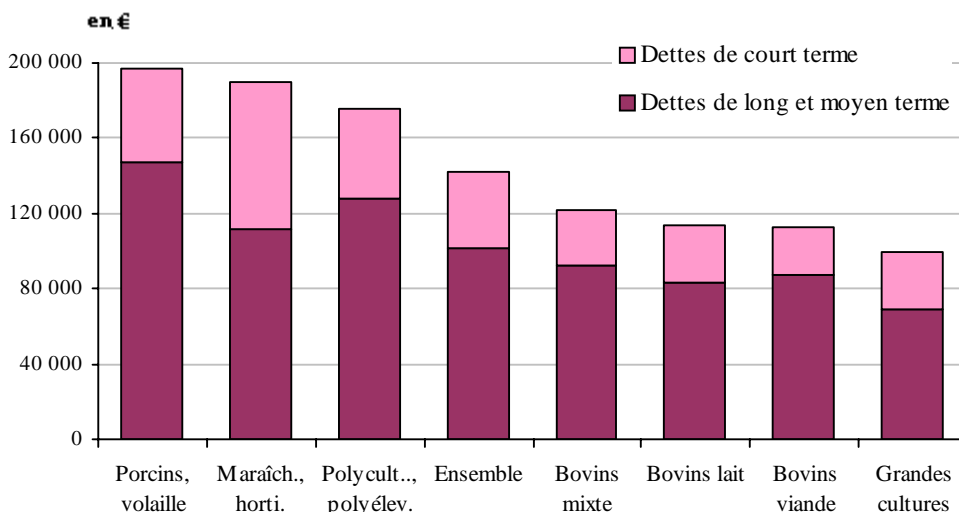
Des exploitations régionales plus endettées

L'endettement moyen des exploitations de la région atteint 141 700 € C'est 16 000 € de plus que la moyenne nationale. Les dettes de court terme représentent 28 % du total contre 35 % au niveau national. Ce sont les éleveurs de bovins viande et les exploitations laitières qui ont le taux d'endettement le plus élevé. Les taux d'endettement, rapport des det-

tes totales à l'actif du bilan, de l'ordre de 33 % en maraîchage-horticulture, peuvent atteindre près de 50 % dans les orientations de bovins viande. Le taux moyen de 45,3 % reste supérieur au taux national, de plus de quatre points. La part de l'excédent brut d'exploitation consacrée aux remboursements financiers mesure la charge de la dette. Le poids de la dette s'élève à 38 %, soit près de quatre points de plus que l'année précédente, malgré la hausse de l'excédent brut d'exploitation de plus de neuf points en 2006. L'accroissement de l'autofinancement utilisé en grande partie au remboursement des dettes explique cette évolution. Les remboursements augmentent de 16 % en moyenne régionale. Dans le secteur viticole et en maraîchage-horticulture, la baisse de l'excédent brut d'exploitation conjuguée à l'augmentation des remboursements alourdit considérablement la charge de la dette sur l'exercice. Celle-ci atteint 42,5 % en maraîchage-horticulture ■

Les céréaliers et les éleveurs bovins moins endettés

Montant moyen des dettes par exploitation suivant l'orientation de production



Source : Agreste - RICA 2006

Méthodologie et définitions

Europe - Le Réseau d'Information Comptable (RICA) est une opération communautaire de recueil d'informations comptables individuelles. Réalisée dans les 25 états membres selon des définitions et des règles communes, elle permet de comparer les résultats obtenus pour les différents types d'agriculture européenne. Cette analyse micro-économique est réalisée auprès de 82 000 exploitations agricoles « professionnelles » représentatives des quatre millions d'exploitations agricoles européennes.

France - L'échantillon observé en 2006 regroupe 7 344 exploitations. Le champ couvert correspond aux 346 200 exploitations professionnelles d'au moins 12 hectares d'équivalent blé, nécessitant au minimum 0,75 unité de travail annuel et assurant 96 % de la production agricole.

Pays de la Loire - L'échantillon de 471 exploitations permet d'obtenir des résultats représentatifs régionalement et pour les principales orientations technico-économiques. Il couvre un champ de 29 110 exploitations.

Les comparaisons interannuelles sont réalisées sur un échantillon constant et exprimées en valeur courante. Les données présentées ici sont des valeurs moyennes par exploitation.

RCAI - Le **résultat courant avant impôt** est la différence entre les produits et les charges courantes. Il exprime une forme de revenu familial (les charges sociales de l'exploitant ne sont toutefois pas déduites) qui doit permettre de rémunérer le travail non salarié et les capitaux propres.

Pour en savoir plus

Deux brochures AGRESTE de résultats France entière sur www.agreste.agriculture.gouv.fr :

- Rapport Annuel 2006 (les principaux résultats, 60 pages de tableaux commentés) - à paraître
- Rica France Tableaux Standard 2006 (70 pages de tableaux bruts par orientations) - Numéro 195 - février 2008

Les données sont également disponibles sous la rubrique « Données en ligne » sur le site Internet AGRESTE

RICA : résultats économiques des exploitations des Pays de Loire en 2006

Moyennes par exploitation

	Toutes exploit.	Grandes cultures (1)	Maraîchage Horticulture	Bovins lait	Bovins viande	Bovins mixte	Porcins, volailles	Polyculture Polyélevage
Nombre d'exploitations représentées	29 111	2 890	916	7 792	3 620	1 698	3 060	6 228
Caractéristiques physiques								
Surface agricole utilisée (en ha)	74,8	97,8	10,2	75,3	76,1	92,1	53,4	97,4
dont : SAU en fermage	66,1	85,9	9,3	65,5	64,3	87,5	46,6	88,0
Effectifs animaux (en UGB*)	127,2	16,0	0,2	91,2	115,2	132,0	389,4	165,6
Nombre d'UTA **	2,1	1,5	5,5	1,9	1,5	1,8	1,8	2,0
dont : UTA non salariées	1,6	1,3	1,5	1,9	1,4	1,8	1,6	1,7
Financement et éléments du bilan (en milliers d'euros)								
Fonds de roulement	67,4	54,3	55,6	55,4	70,3	86,4	86,4	63,1
Capacité d'autofinancement	64,1	64,3	79,4	59,6	53,6	68,4	76,5	70,7
Autofinancement net	25,1	20,0	36,3	19,8	13,6	31,4	37,1	31,7
Actif immobilisé	218,5	136,5	183,4	208,5	225,0	253,8	263,0	256,3
dont : Capital d'exploitation	190,2	98,8	165,2	180,3	200,5	240,5	237,4	223,1
Actif circulant	102,7	80,9	125,0	80,4	92,4	109,2	130,8	105,7
dont : stocks	58,1	41,6	39,4	45,6	52,9	75,4	65,3	62,6
Capitaux propres	181,4	120,2	120,4	177,5	206,3	242,7	199,4	187,9
Endettement total	140,9	98,4	189,2	112,5	112,0	120,9	196,1	175,4
Soldes intermédiaires de gestion (en milliers d'euros)								
Production de l'exercice (nette des achats animaux)	158,9	117,9	370,3	123,2	87,2	131,1	277,9	172,0
+ Rabais, remises, ristournes obtenus	0,3	0,3	1,9	0,1	0,0	0,1	0,3	0,4
- Charges d'approvisionnement	61,8	41,2	126,5	40,5	31,8	47,9	157,2	74,1
- Autres achats et Charges externes (n.c. fermage)	41,1	27,8	79,6	37,9	28,2	39,1	50,9	46,7
= Valeur ajoutée hors fermage	56,2	49,2	166,0	44,9	27,3	44,3	70,1	51,6
+ Remboursement forfaitaire TVA	0,0	0,0	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
+ Subventions d'exploitation, Indemnités assurances	31,7	36,0	2,9	28,8	39,7	41,0	24,2	44,1
- Fermage	8,9	11,6	5,1	7,8	7,3	9,5	5,9	11,7
- Impôts et taxes	1,7	1,9	1,4	1,7	1,1	1,6	1,7	1,7
- Charges de personnel	8,6	4,0	79,0	0,8	1,3	1,1	4,6	5,3
= Excédent brut d'exploitation	68,8	67,8	83,5	63,4	57,3	73,0	82,2	77,0
+ Transferts de charges et autres produits de gestion	0,4	0,4	1,7	0,4	0,3	0,2	0,3	0,6
- Dotations aux amortissements	26,8	24,3	40,4	23,3	17,3	27,4	34,0	32,4
= Résultat d'exploitation	42,3	43,8	44,7	40,5	40,4	45,7	48,5	45,3
+ produits financiers	0,3	0,3	0,4	0,4	0,3	0,2	0,5	0,3
- Charges financières	5,2	3,8	5,5	4,5	3,7	4,9	6,6	6,9
= Résultat courant avant Impôts	37,5	40,3	39,7	36,4	37,0	41,0	42,4	38,7

Source : Agreste - RICA 2006

(1) regroupement de deux orientations : céréaliers spécialisés et céréales et grandes cultures.

* UGB : Unités gros bétail : 1 UGB équivaut à une vache laitière ; un ovin correspondant à 0,15 UGB.

** UTA : Unité de travail annuel. 1 UTA équivaut à la quantité de travail agricole fournie par 1 personne occupée à plein temps pendant une année.



Direction régionale et départementale de l'agriculture et de la forêt

Pays de la Loire et Loire-Atlantique

Service régional de l'information

statistique et économique

12, rue Menou - 44035 NANTES CEDEX 1

Tél. : 02 40 12 36 48 - Fax : 02 40 12 36 43

Mél : srise.drda44-pays-de-la-loire@agriculture.gouv.fr

Site internet : www.draf.pays-de-la-loire.agriculture.gouv.fr

Directrice de la publication : I. Nuti

Rédacteur en Chef : P. Millon

Rédaction : C. Delacourt

Impression : SRISE à NANTES

Composition : B. Guy

Dépôt légal : à parution

ISSN : 1956 - 7499

Prix : 2,5 €